

Environnement

Les projets qui fâchent

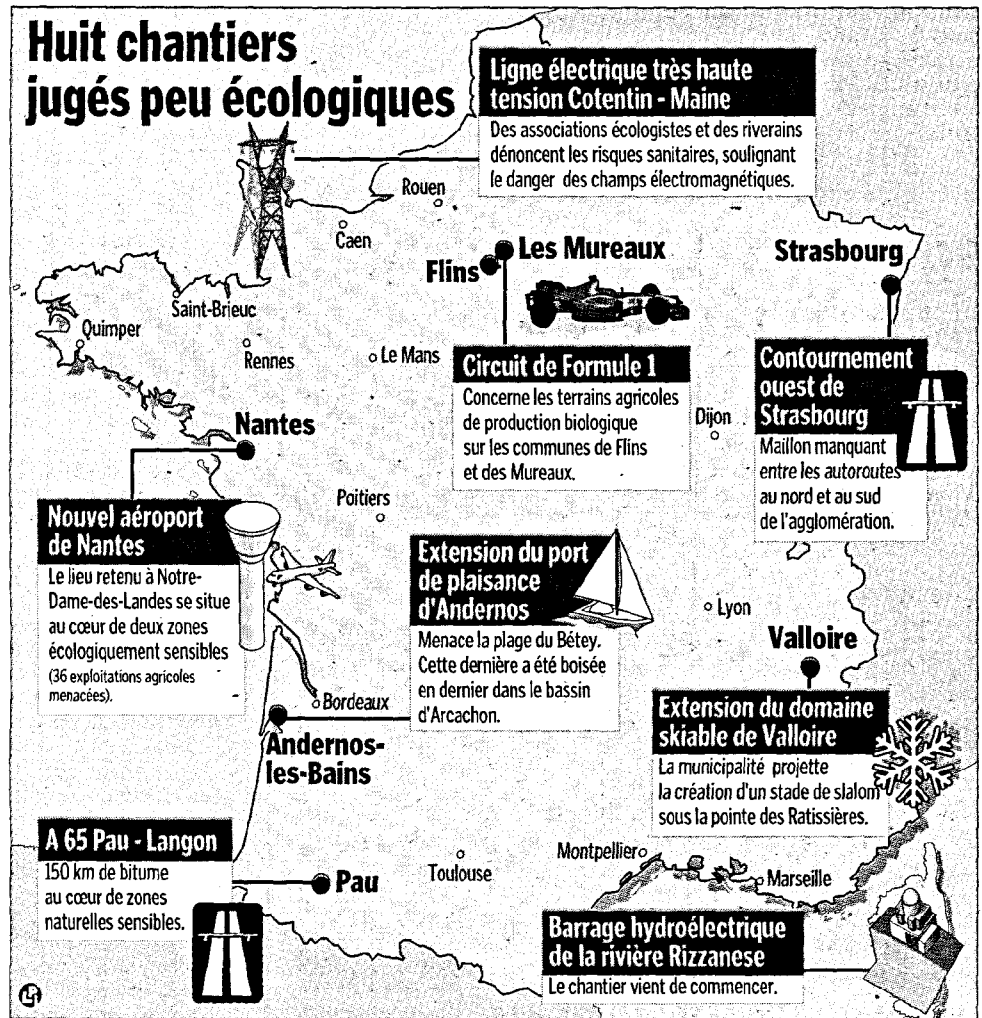
« **S** TOP AU BLA-BLA, des actes ! » Alors que les sénateurs ont commencé hier l'étude du projet de loi Grenelle 1, adopté cet automne en première lecture par l'Assemblée nationale, l'Alliance pour la planète s'impatiente... et tape du poing sur la table. Quinze mois après le Grenelle de l'environnement, ce collectif d'associations écologistes* dénonce les « tergiversations » et « retards » pris dans l'examen de la loi. L'ONG révèle par ailleurs que de nombreux projets portant atteinte à l'environnement se poursuivent sur le terrain. Circuit de Formule 1 dans les Yvelines sur des terres destinées à l'agriculture biologique, nouvel aéroport à Nantes au cœur de deux zones écologiquement sensibles, barrage hydroélectrique sur une rivière sauvage dans le sud de la Corse... Les ONG ont mis en ligne sur leur site Internet (Lalliance.fr) une carte de France des projets « Grenello-incompatibles qui doivent être jetés aux oubliettes ».

« L'Etat n'a pas tous les pouvoirs et Jean-Louis Borloo n'est pas Superman »

« Sur le terrain, on ne retrouve pas les beaux engagements, l'euphorie et le volontarisme affichés par l'Etat à l'issue du Grenelle, déplore Gaël Roustan, de l'Alliance pour la planète. On nous avait promis une rupture environnementale et on l'attend toujours. » « Tous les exemples cités dans cette carte de France sont coûteux pour l'environnement et la biodiversité, alors que le Grenelle était la promesse d'une société plus verte », renchérit Serge Orri, le directeur du WWF France.

« L'Etat n'a pas tous les pouvoirs et Jean-Louis Borloo n'est pas Superman, relativise Arnaud Gossement, le porte-parole de France Nature Environnement. Il ne peut pas se mettre en travers de tous les projets, surtout quand ils sont soutenus localement par une coalition d'élus, de droite et de gauche, qui ne se sentent pas vraiment concernés par le Grenelle. Je constate néanmoins que, depuis quinze mois, on nous prend davantage au sérieux. Nous avons par ailleurs obtenu des avancées importantes, comme le moratoire sur les OGM ou l'enterrement du projet de ligne électrique très haute tension qui devait traverser les gorges du Verdon. »

L'Alliance pour la planète s'inquiète pourtant des « reports répétés » des textes de loi visant à



mettre en application sur le terrain les décisions du Grenelle. L'ONG met du coup en doute « la volonté du gouvernement de maintenir l'environnement au rang de ses priorités ». « Il n'est pas question de voter des textes de loi dans la précipitation sans concertation préalable avec les élus, les ONG, les entreprises et les industriels concernés, explique-t-on au cabinet de Jean-Louis Borloo. Dès que nous avons pu agir vite, nous l'avons fait,

comme pour le bonus-malus automobile ou le diagnostic de performance énergétique des bâtiments. Mais cela demande plus de temps quand il s'agit de développer le bio dans les cantines scolaires ou de réduire les emballages dans les rayons des supermarchés. »

FREDERIC MOUCHON

* L'Alliance pour la planète regroupe notamment Greenpeace, le WWF et les Amis de la Terre.